

Note situation et impact COVID-19 Indonésie 21 mai 2020

Contexte général

L'Indonésie est le 4ème pays le plus peuplé au monde, 270 Mhab, membre du G20.

L'Indonésie a déclaré son premier cas le 1^{er} mars. **Au 21 mai l'Indonésie compte officiellement 19189 cas, dont 693 pour la journée du 20 mai, et 1242 décès, 21 de plus pour la journée du 20 mai.** Ces nombres de cas paraissent largement sous-estimé. Le service public de santé est sous équipé, il ne compterait que 3 lits équipés de respirateurs pour 100.000 habitants, et ne peut déjà plus faire face à l'afflux des patients.

Indonesia's daily increase in COVID-19 cases

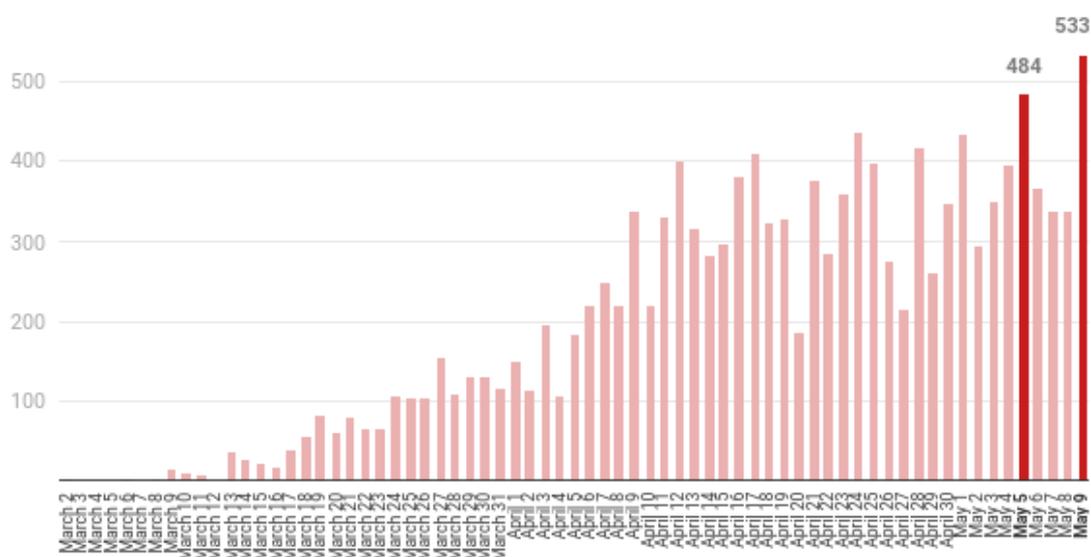


Chart: JP/Karina M. Tehusijarana • Source: Health Ministry • [Get the data](#) • Created with [Datawrapper](#)

Depuis le 1^{er} avril toute la population est incitée à rester à la maison et à ne pas se rassembler, les écoles sont fermées. Le Gouvernement invite la population à ne pas se déplacer ni à se rassembler à l'occasion du ramadan (rupture du jeun quotidien et fêtes de fin de ramadan). Depuis le 6 avril, le port du masque est obligatoire.

60 % de la population active, soit plus de 70 millions de personnes travaillaient dans le secteur informel dont 40 % en milieu urbain, 25 millions vivaient sous le seuil de pauvreté, au moins 30 millions maintenant. Pour cette population pauvre le lavage régulier des mains et le travail à la maison est difficile à réaliser.

Le 13 avril, le COVID-19 est officiellement déclaré « catastrophe nationale » (National disaster). Selon le Gouvernement près de 5 millions de personnes pourraient perdre leur travail, 3 millions l'auraient déjà perdu et près de 4 millions de personnes pourraient tomber sous le seuil de pauvreté.

- **Restrictions aux frontières pour les personnes**

A compter de début avril, les étrangers ne peuvent plus rentrer sur le territoire indonésien. Les indonésiens de retour au pays doivent suivre 15 jours de quarantaine.

- **Circulation des marchandises (import export) avec notamment d'éventuels problèmes logistiques**

La circulation des marchandises, air et mer, reste possible.

Difficultés rencontrées sur les voies terrestres (transport domestique) pour attendre les zones ayant pris des mesures de distanciation sociale renforcées et les zones reculées (Papouasie).

- **Problématiques spécifiques à certaines filières**

A partir du 5 juillet, l'accord de libre-échange dénommé IA CEPA entrera en vigueur (Indonesia Australia Comprehensive Economic Partnership Agreement). Le but est de faciliter la reprise économique post covid. Dans ce cadre, la plupart des échanges commerciaux bénéficieront de droits douaniers nuls. En bénéficieront notamment les exportations australiennes de produits laitiers, de viande et de sucre.

Tensions sur l'approvisionnement en denrées de base (plus de 90% de l'ail importée provient de Chine) avec l'arrivée du Ramadan et les achats compulsifs face à la mise en place de mesure de distanciation sociale. A l'opposé le prix de certaines denrées diminue fortement dans les zones rurales en l'absence de moyens de transports et donc de distribution. Le prix du poisson a ainsi diminué de 50 % dans les zones éloignées des centres urbains.

Depuis la fermeture de la frontière entre Singapour et la Malaisie, les exportations de porcs vivants de l'Indonésie vers Singapour ont doublé.

- **Mesures transversales de soutien à l'économie : gel de certaines charges, accès à la trésorerie, commande publique...**

L'Indonésie a annoncé trois plans de relance pour contrer l'impact de la pandémie de COVID-19.

Le premier plan a été introduit en février 2020 pour un total de 725 millions d'USD. Il visait à soutenir le tourisme en Indonésie au travers notamment de subventions et de réduction des charges, et à subventionner l'achat de produits alimentaires de base pour les 20 millions de ménages les plus défavorisés (10 euros par ménage)

Le deuxième plan a été annoncé en mars 2020 pour un total de 8 milliards d'USD. Il a pour principal objet la protection de l'économie et les petites et moyennes entreprises (PME), en particulier dans le secteur manufacturier.

Le troisième plan de **405 000 Mds IDR soit 24,6 Mds USD pour lutter contre la pandémie et soutenir l'économie a été annoncé le 2 avril**. Ce plan, qui reprend

certaines des mesures déjà annoncées, se compose de 4 volets : santé pour un montant de 75 000 Mds IDR (4,5 Mds USD), aides sociales (aides aux familles défavorisées, indemnisation des licenciements - environ 100 USD par travailleur -, subvention à l'électricité) à hauteur de 110 000 Mds IDR (6,7 Mds USD), incitations fiscales et aides aux entreprises à hauteur de 70 100 Mds IDR (4,2 Mds USD) et reprise économique (restructuration de crédits et financements pour les PME) pour un montant total de 150 000 Mds IDR (9,1 Mds USD). Ce plan fera l'objet d'un décret présidentiel tenant lieu de loi, révisant le budget 2020 et autorisant un dépassement du déficit jusqu'à 5,1 % au lieu des 3,0 % réglementaires. Le financement de ces dépenses n'a pas encore été précisé mais reposera en partie sur des réallocations de budgets existants et sur une obligation spéciale de 27 Md USD à laquelle la Banque centrale pourrait exceptionnellement souscrire dès l'émission. La Banque Centrale Indonésienne a également injecté l'équivalent de 17,5 Md EUR sous forme de rachats de titres, d'opérations de refinancement et d'assouplissements des ratios prudentiels pour garantir la liquidité du secteur financier et soutenir la roupie.

- **Mesures spécifiques au secteur agricole et agroalimentaire**

L'industrie agroalimentaire bénéficie pleinement du deuxième plan de soutien à l'économie, notamment la réduction de 30 % de l'impôt sur le revenu sur 6 mois pour les entreprises et la suppression de l'impôt sur le revenu pour leurs employés gagnant moins de 1.000 euros/mois. Les conditions de remboursement de la TVA et l'obtention des licences d'importation des matières premières sont facilitées (pour le maïs notamment). Les entreprises sont éligibles à un prêt de 600.000 Euros. Les remboursements des emprunts pourraient repoussés d'une année.

Le ministère de l'Agriculture s'est engagé à garantir l'approvisionnement en produits de base, à savoir : le riz, le maïs, le poulet, le bœuf, les œufs, l'huile, le sucre, le piment, le poivre, l'oignon et l'ail. Pour l'instant le Gouvernement (très vigilant) arrive à maintenir des stocks suffisants (via la société publique Bulog), mais une surveillance accrue est requise.

Afin de faire face au risque de pénurie, l'Indonésie a levé temporairement l'exigence de licences d'importations pour l'oignon et l'ail de Thaïlande ainsi que pour le sucre.

Le gouvernement étudie la mise en place, dès cette année de 900.000 ha de rizières à Bornéo sur d'anciennes tourbières déforestées, il y a une vingtaine d'années dans le cadre d'un projet similaire abandonné depuis. L'objectif serait de répondre au risque de pénurie alimentaire annoncé, notamment par la FAO. Les difficultés soulevées par le projet concernent notamment la mobilisation de la main d'œuvre, les techniques de production rizicole sur des sols acides et pauvres, la concurrence avec d'autres cultures plus intéressantes pour la population locale, le risque d'une nouvelle déforestation.

- **Mesures concernant le secteur de la pêche**

- **Mesures éventuelles de soutien aux fournitures de l'industrie agroalimentaire (emballages, masques, énergie... mais aussi gestion des déchets...)**

Seulement pour les équipements de protection liés au Covid 19 (masques, désinfectant, etc.)

- **Mesures de gestion de la main-d'oeuvre (prêt de personnel, formation...)**

Le gouvernement incite les collectivités locales à développer les travaux intensifs en main d'œuvre rémunérés en liquide pour soutenir le pouvoir d'achat des plus défavorisés.

Le gouvernement a lancé un programme d'aides intitulé Carte Pré-emploi visant à soutenir la formation professionnelle. Il pourrait toucher 10 millions de personnes. Chaque participant recevra 55 € par mois pendant 3 ou 4 mois pour se former.

Près de 9 millions d'Indonésiens se sont inscrits au programme d'aide du gouvernement dédié aux demandeurs d'emploi. Le programme a bénéficié à 168 111 personnes pour la première vague et 288 154 pour la seconde. Le gouvernement aurait d'ores et déjà transféré des avantages correspondant à 3,55 M RP (224 USD) à chaque participant de la seconde vague d'inscription. Ces avantages leur permettent d'avoir accès à des formations provenant de 233 organismes éducatifs et disponibles sur huit plateformes digitales, dont les licornes *Tokopedia* et *Bukalapak*.

- **Autres**